

2.9. Accumulation du capital et militarisme.

2.9.1. Rosa Luxemburg et le problème des armements.

Le dernier chapitre de l'ouvrage de Rosa Luxemburg : "L'accumulation du capital" porte le titre : "Le militarisme, champ d'action du capital". Il convient d'abord de noter que pour Rosa Luxemburg (et en ce sens elle se distingue aussi bien d'un Mandel que d'épignes crétinisées comme le C.C.I.), le militarisme n'est pas caractéristique d'une phase particulière du M.P.C. Comme elle le souligne :

"Il (le militarisme MDR) accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation. Dans ce qu'on appelle la période de " l'accumulation primitive", c'est-à-dire du début du capitalisme européen, le militarisme joue un rôle déterminant dans la conquête du Nouveau Monde et des pays producteurs d'épices, les Indes; plus tard, il sert à conquérir les colonies modernes, à détruire les organisations sociales primitives et à s'emparer de leurs moyens de production, à introduire par la contrainte les échanges commerciaux dans des pays dont la structure sociale s'oppose à l'économie marchande, à transformer de force les indigènes en prolétaires et à instaurer le travail salarié aux colonies. Il aide à créer et à élargir les sphères d'intérêts du capital européen dans les territoires extra-européens , à extorquer des concessions de chemin de fer dans des pays arriérés et à faire respecter les droits du capital européen dans les emprunts internationaux. Enfin, le militarisme est une arme dans la concurrence des pays capitalistes, en lutte pour le partage des territoires de civilisation non capitaliste."

Rosa Luxemburg p.118 T.2 L'accumulation du capital)

En prenant cette position Rosa Luxemburg est d'ailleurs en continuité avec sa logique, qui voit dans la difficulté de la réalisation de la plus value un phénomène permanent de l'histoire du M.P.C. Par conséquent, pour elle, non seulement l'avènement d'une phase de la production capitaliste où les marchés extra capitalistes auraient disparu n'est pas envisagée, mais encore elle est déclarée impossible puisque dans ce cas, et même avant cette extrémité, le capital ne disposerait plus d'une demande solvable extérieure au M.P.C. suffisante pour réaliser la plus value destinée à l'accumulation. Cela ne gêne pas

pour autant le C.C.I. et associés dont les positions sont à ce point illogiques qu'elles sont grotesques.

Cependant à la différence du C.C.I., la Fraction externe du CCI (F.E.C.C.I) ne se contente pas de rabâcher des idioties qu'on a renoncé à démontrer et cherche au moins à affronter les contradictions qui deviennent toujours plus criantes. À côté du désert théorique du C.C.I. la prose de la F.E.C.C.I. fait figure d'oasis. D'un côté le dogmatisme imbécile, arrogant et suffisant, de l'autre la volonté de penser et de comprendre. Il est toutefois tout aussi difficile pour la F.E.C.C.I. qu'il l'est pour le C.C.I. de transformer un château de cartes en forteresse inexpugnable et le problème n'avance pas d'un pouce si ce n'est pour tomber dans d'autres contradictions.

Nous avons souvent souligné le formidable quiproquo qui a été érigé en "théorie" par le C.C.I.. Pour cette secte le capitalisme stagnerait depuis 1914 date à laquelle le monde est partagé entre les grandes puissances impérialistes. Reprenant la logique de l'analyse luxemburgiste le C.C.I. affirme qu'il n'existe plus, du moins qualitativement, de marchés solvables extra capitalistes et donc que la plus value ne peut être réalisée. Le M.P.C. privé de débouchés, privé d'une demande solvable d'origine extra capitaliste entre alors en décadence. En bonne logique luxemburgiste s'il n'existe plus, du moins qualitativement, de demande solvable pour réaliser la plus value, si les marchés extra capitalistes sont désormais insuffisants, il est alors STRICTEMENT IMPOSSIBLE de réaliser l'intégralité de la fraction de la plus value destinée à l'accumulation. Etant incapable de réaliser la plus value le capital se trouve dans l'impossibilité de l'accumuler.

Si nous suivons la logique luxemburgiste, c'est à dire la logique sur laquelle repose le raisonnement du C.C.I. et la théorie de la décadence, on est amené à conclure que décadence doit rimer avec effondrement immédiat de la production capitaliste puisque toute plus value destinée à l'accumulation ne peut être réalisée et, par suite, accumulée. Elle ne pourrait exister que dans une hypothétique reproduction simple où toute la plus value serait consommée et jamais accumulée. Aucune accumulation supplémentaire et donc aucune croissance véritable ne sont alors possible. Une telle conception pouvait à la limite s'expliquer dans l'entre-deux guerre où effectivement la production capitaliste a stagné.

C'est à cette époque qu'un Trotsky pouvait déclarer en tête du programme de transition que *"les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle."* (Trotsky. Programme de transition).

C'est à cette époque aussi que certains courants de gauche fondent une analyse de la décadence du M.P.C. sur des thèses luxemburgistes en considérant que la plus value a cessé d'augmenter. (Cf par exemple le texte de Jehan de la Ligue des communistes internationalistes, groupe proche de "Bilan", réédité par "Jalons"): *"Il est certain que lorsque la masse de plus-value produite dans le monde, non seulement ne parvenait*

plus à s'accroître, mais au contraire décroissait, lorsque la masse de surtravail disponible ne correspondait plus aux besoins normaux des capitaux existants, lorsque le profit disparaissait et, avec lui, le mobile de la production capitaliste, il est certain qu'alors devait s'ouvrir la crise générale du capitalisme s'exprimant d'une part, par un approfondissement considérable du contraste fondamental entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat mondial et, d'autre part, par l'acuité des antagonismes entre les quelques grands groupes capitalistes constituant l'essentiel de l'économie mondiale." (Le problème de la guerre, contribution à une discussion, par Jehan. Janvier 1936).

Comme on peut le constater et comme le note, fort honnêtement, le F.B.C.C.I. le concept de décadence a une histoire et les fondements théoriques de sa justification ont été à géométrie variable et toujours plus battus en brèche par la réalité.(1)

Car avec la fin de la seconde guerre mondiale le M.P.C. est entré dans une période d'accumulation pratiquement sans précédent depuis le passage à la phase de soumission réelle du travail au capital. Bien entendu, comme nous l'avons montré une telle accumulation est inexplicable à partir du moment où la décadence est de fait définie par la non accumulation; aussi les ancêtres du C.C.I. déduisaient-ils avec une certaine logique et une non moins magistrale défaite théorique que la troisième guerre mondiale était imminente (2) tandis que l'accumulation résultait soi disant de ce que le capital vivait sur ses réserves (3). L'accumulation du capital quel que soit son rythme

(1) "On ne peut pas comprendre les raisons de la stagnation du capitalisme dans l'entre-deux guerres si on ne tient pas compte de la lutte des classes.

Entre 1917 et 1919, le prolétariat fut menaçant et il ne fut pas possible de le domestiquer afin de lui extraire une quantité plus grande de plus-value. Autrement dit la tendance du prolétariat à se constituer en tant que classe et donc à poser la réalisation de la véritable communauté humaine a empêché, a freiné l'édification de celle du capital. (...) Ceci est encore une preuve de la théorie du prolétariat : le capital se nourrit de la plus-value extorquée aux prolétaires. Lorsque le talon de fer parvient à triompher, le capital se développe librement et il surmonte la crise de 1914. Depuis 1945, on a une phase continue de la production capitaliste, entrecoupée de quelques stases.

Plusieurs théoriciens dont Trotsky ont accordé une trop grande importance à cet arrêt momentané de la production capitaliste. Ils l'ont théorisé comme étant un fait irréversible. Leur erreur fondamentale est d'avoir, dans leur analyse, séparé mouvement économique et lutte de classes."

(Invariance N°6. 1ère série. page.114-115).

(2) (3) Voir notes page suivante.

étant toujours une réalité 70 ans après que l'on ait décrété "théoriquement" son impossibilité, il ne reste alors plus rien des assertions du C.C.I. Quant aux misérables subterfuges qui servent d'explication à ce formidable écart entre les faits et la théorie (ce qui montre à quel point la secte C.C.I. a pris un caractère mystique) ils ne résistent pas à l'examen.

Voyons-les rapidement:

- Si l'on en croit le C.C.I.:

" la croissance économique (il arrive au C.C.I. de pousser son délire jusqu'à mettre des guillemets à croissance non pas pour signifier qu'il s'agit d'un concept plus proche de l'économie politique que du communisme prolétarien mais pour nier la réalité de l'importante accumulation capitaliste qui a eu lieu depuis 1945 NDR) depuis la fin de la II' guerre a eu comme principaux champs d'expansion :

1' : La reconstruction consécutive à la guerre.

2' : La production permanente et massive d'armements et fournitures militaires.

3' : La meilleure exploitation des marchés anciens."

(C.C.I. "La décadence du capitalisme" - Brochure -p 55)

(2) "il est important de reconnaître que le C.C.I. n'a jamais rendu compte de façon cohérente de la reconstruction, de ses bases économiques et du rôle qu'elle a jouée dans la survie du capitalisme décadent. En fait, à la fin des années '40 et au début des années '50, la Gauche Communiste de France (à laquelle le C.C.I. fait remonter ses propres origines programmatiques) niait la possibilité même d'une phase de reconstruction après la seconde guerre mondiale, insistant au contraire sur l'éclatement imminent d'une troisième guerre mondiale à cause de l'impasse économique du capitalisme. Ce n'est qu'à la fin des années '60 que les camarades qui plus tard constituèrent le C.C.I. commencèrent à parler de "reconstruction", et seulement pour en souligner la fin et la réapparition d'une crise ouverte, sans jamais rendre clairement compte sur le plan théorique du mécanisme responsable selon eux d'un "boom" de 20 ans." (cf.Perspective internationaliste N° 5 p.30)

(3) cf. "Socialisme ou Barbarie" N° 5-6 p.146 :

"Avec le groupe "Internationalisme" (organe de la Gauche Communiste de France à la fin des années 1940 NDR) nous avons eu une réunion, l'objet de la discussion étant la perspective révolutionnaire et les tâches actuelles de l'avant-garde. Il s'est révélé rapidement qu'avec ces camarades aucun accord n'était possible, (...) Il suffit de mentionner que ces camarades basent l'ensemble de leur "conception" sur l'affirmation que depuis 1913 la production se trouve en régression constante et que la société a vécu pendant cette période en mangeant son capital."

Si comme l'affirme par ailleurs le C.C.I. les marchés extra capitalistes ont - du moins qualitativement - disparu, on ne voit pas ce que peut bien signifier cette exploitation des marchés anciens. Soit il s'agit de marchés capitalistes et alors leur rôle est nul pour l'accumulation soit il s'agit de marchés extra capitalistes et on ne voit pas comment ce qui n'existe plus peut jouer un rôle quelconque. Le C.C.I. reconnaît d'ailleurs qu'on ne peut pratiquement rien en attendre.

"Contrairement à ce qui était au XIXe siècle, ce type de débouchés est devenu beaucoup trop restreint par rapport aux nouveaux besoins de l'expansion "naturelle" du capitalisme. Tout s'est passé comme pour ce nénuphar dont la surface double chaque jour; alors qu'il peut lui falloir un temps relativement lent pour démarrer sa croissance et parvenir à couvrir la moitié de l'étang dans lequel il se développe, il ne lui faudra plus qu'un seul jour pour atteindre d'un seul coup les dernières limites de son champ d'expansion.

Au début du siècle, la masse de débouchés dont avait besoin le capitalisme pour assurer une année de sa croissance était plus de 6 fois inférieure à celle que nécessite une année de production aujourd'hui... Mais simultanément les débouchés se sont rétrécis de façon vertigineuse."(o.p.c. p.57)

Le C.C.I. reconnaissant lui même que cet argument est insuffisant, il lui en reste deux pour nous expliquer comment avec des débouchés inexistants la production a pu progressivement représenter 2 puis 3 puis 4, 5 et aujourd'hui plus de 6 fois la production du début du siècle. Comment ce formidable accroissement de la production est-il possible alors qu'il n'existerait aucun débouché pour réaliser la plus value ?

Pour répondre à cette question, le C.C.I. sort alors de son chapeau un autre argument miraculeux: la reconstruction. *"Dans la destruction massive en vue de la reconstruction, le capitalisme découvre une issue dangereuse et provisoire, mais efficace, pour ses nouveaux problèmes de débouchés."(o.p.c. p.57)*

Ici nous touchons du doigt le caractère grand guignolesque de la représentation que se fait le C.C.I. du M.P.C. Dans son analyse, Rosa Luxemburg, qui elle, à la différence de ses épigones, avait compris quelque chose à la théorie révolutionnaire, affirme (et nous avons déjà montré en quoi elle se trompait), que la production capitaliste nécessite avant de pouvoir accumuler la plus value extorquée au prolétaire, une demande solvable, (des débouchés dirait le C.C.I.), demande qui ne peut être le fait des capitalistes mais uniquement de formes de production extra capitalistes.

Selon le C.C.I. ces formes ont pour l'essentiel disparu et ne peuvent donc plus jouer le rôle qui leur était dévolu. Quelle peut être alors la portée de l'argument de la destruction/ reconstruction ?

Que par la guerre la production capitaliste soit par exemple ramenée d'un niveau 100 à un niveau 50 ne redonne pas pour autant un champ d'accumulation. Que la production capitaliste ait été violemment divisée par deux ne lui donne pas plus de marchés extra capitalistes qu'auparavant.

Tout au plus y aurait-il, au début de ce processus, moins de plus value à réaliser qu'avant mais quel que soit son niveau il n'y a pas plus de demande émanant des formes de production pré-capitalistes qu'avant. En fait, reniant les principes les plus élémentaires du communisme, le C.C.I. se représente l'accumulation du capital comme une simple accumulation de valeurs d'usage. Tant d'usines, tant de maisons ont été détruites il y a donc une possibilité d'accumulation pour le capital par l'intermédiaire de leur reconstruction; voilà la logique à la Jacques Bonhomme qui anime le C.C.I. S'il était conséquent avec ses présupposés théoriques, (mais la cohérence est une caractéristique de l'idéologie des lumières et donc appartient à la période ascendante du capitalisme et reste donc définitivement étrangère au C.C.I.), le C.C.I. devrait se demander avec quelle demande solvable la plus value a bien pu être réalisée avant de s'accumuler pour reconstruire les usines détruites. Mais cette question recèle aussi le mystère sur lequel se fonde l'existence du C.C.I.

D'un côté on affirme que la demande solvable pour réaliser la plus value a disparu, de l'autre on essaye d'"expliquer" à grand renfort d'acrobaties théoriques dignes des grands pères que cette demande solvable s'est manifestée - on a beau mettre des guillemets au mot "croissance" cela ne suffit pas pour en nier la réalité -. Il en résulte une dichotomie dans la pensée qui saute aux yeux de tout le monde, sauf du C.C.I, dont il est à croire qu'il a un penchant pour la schizophrénie.

Les grands prêtres de la décadence ne sont pas à un argument près. Quitte à effectuer des reculs théoriques, autant qu'ils tournent à la débacle, tel semble le fond de leur pensée à moins qu'ils n'aient une pensée sans fond. Parmi les raisons qui permettent au capital d'accumuler figure maintenant le crédit; autant dire que la classe capitaliste est capable de réaliser la plus value grâce à une demande solvable provenant de la classe capitaliste. Si, dans la brochure invoquée plus haut, cet argument n'apparaît pas, il fait désormais partie de la panoplie de tout initié de la secte. On admet ici ce qui, jusque là, a été farouchement nié à savoir la possibilité de la réalisation de la plus value destinée à l'accumulation. Tout ce qui faisait l'originalité de la position de Rosa Luxemburg, tout ce qui lui permettait d'affirmer la perspective d'une crise catastrophique et d'assigner une limite historique à la société bourgeoise est ici rayé d'un trait de plume. Toute la base théorique est ici réduite à néant. Si le M.P.C. devait s'effondrer par manque de débouchés étant donné

l'inexistence de marchés pré-capitalistes, le voici désormais debout et pour longtemps puisque à travers le crédit il est maintenant possible de fournir un débouché à la plus value.

Cette admirable démonstration de l'éternité du M.P.C. n'est pas le moindre des résultats auquel aboutit la rhétorique du C.C.I. Parti pour nous prouver la décadence du capitalisme le voici parvenu à montrer sa vitalité et sa viabilité; à la dialectique de la décadence se substitue la décadence de la dialectique.

Reste l'argument que nous avons gardé pour la bonne bouche et qui nous permettra, en retournant au sujet central de ce numéro, de revenir à un interlocuteur d'une autre dimension que le C.C.I., en l'occurrence Rosa Luxemburg. C'est-à-dire l'argument selon lequel le développement du M.P.C s'explique en partie grâce à l'augmentation de la production d'armement.

Le bilan global des trois premiers arguments que nous avons examinés n'est pas des plus brillants pour le C.C.I. Non seulement sa théorie repose sur du sable mais les "justifications" se contredisent mutuellement, leur seul point commun étant la vulgarité érigée en système de demantèlement non seulement de toute théorie révolutionnaire, comme nous le savons celle ci est inaccessible au C.C.I., mais même de toute réflexion rationnelle. Avec les théorisations sur l'économie d'armement la confusion atteint son paroxysme, en fait il nous faut être juste et ne pas nous laisser entraîner par une manière polémique de parler, le délire du C.C.I. a ceci de caractéristique qu'il atteint des sommets dans tous les aspects de sa pensée. Avant d'examiner plus avant les conceptions du C.C.I. sur ce sujet il nous faut revenir à son maître penseur, Rosa Luxemburg.

Tout au long de son ouvrage "L'accumulation du capital", Rosa Luxemburg s'est refusée à voir dans la société capitaliste pure la possibilité qu'il puisse exister un agent économique capable de réaliser la plus value destinée à l'accumulation. Elle a par exemple écarté ce que certains économistes appelaient les "tierces personnes", c'est à dire les classes qui ne relèvent ni de la bourgeoisie ni du prolétariat, en montrant qu'elles ne pouvaient prétendre jouer un tel rôle. Rosa Luxemburg dans le chapitre consacré au militarisme rappelle ses positions passées et continue à les soutenir; elle ajoute cependant qu'avec le militarisme existe une fonction économique particulière pour le capital.

*"Le militarisme a encore une fonction économique importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation."
(Rosa Luxemburg. L'accumulation du capital p.114 T2)*

Comment ce qu'elle a nié et qu'elle nie encore devient-il possible?

Rosa Luxemburg suppose en fait un abaissement du salaire au dessous de la valeur de la force de travail par le biais d'un impôt indirect, un impôt sur la consommation qui permettrait à l'Etat de récupérer une partie du salaire qui a été versé aux ouvriers. Si le salaire équivalait à la valeur de la force de travail, l'existence d'un impôt indirect aurait pour effet d'abaisser le salaire au dessous de la valeur de la force de travail tandis que la plus value et le taux de plus value augmenteraient en relation avec la baisse du salaire.

Nous avons vu (cf. CouC N° 14) que dans la conception de Rosa Luxemburg seule la plus value à capitaliser posait un problème de réalisation. Ni le capital constant à reproduire, ni le capital variable, ni la plus value consommée à titre individuel par les capitalistes ne sont concernés par le problème de manque de débouchés au sein des rapports de production capitalistes. En ce qui concerne ces fractions du capital total Rosa Luxemburg estime qu'une demande solvable existe au niveau de l'ensemble de la société bourgeoise. Seules ces parties peuvent faire l'objet d'une demande, qui pour être effective, puisse aussi considérer ces marchandises sous l'angle de leur valeur d'usage. Le capital constant usé doit être renouvelé, les ouvriers en consommant leur salaire réalisent une partie du produit social tandis que les capitalistes récupèrent le capital variable qu'ils ont avancé. Enfin lorsque les capitalistes cherchent à se reproduire comme classe, la partie de la plus value qu'ils consomment est achetée en considérant les marchandises sous l'angle de leur valeur d'usage puisqu'elles servent à leur consommation individuelle.

Nous avons montré (Cf n° 12, 14 de CouC) les incohérences de la théorie de Rosa Luxemburg en soulignant que du point de vue du capital total aucune fraction n'était en soi réalisée, que ce n'était que l'accumulation qui permettait la réalisation et que celle-ci n'était pas automatique puisqu'elle dépendait du niveau du taux de profit, que le circuit du capital sur le plan du capitaliste individuel n'était du même coup pas strictement identique au circuit du capital total, etc. Il en découlait que, selon la conception du programme communiste, la crise affecte la totalité du capital et non pas seulement une partie (la plus value capitalisée), et que la crise n'a pas un caractère permanent et graduel mais est périodique et brutale.

Ceci dit, et une fois ces positions classiques rappelées, la position de Rosa Luxemburg est logique avec sa propre hypothèse. Puisque l'argent du salaire reflue vers les capitalistes en réalisant les marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail, et si ce salaire peut être abaissé grâce aux impôts sur la consommation, alors l'argent que récupère ainsi l'Etat grâce aux impôts peut être dépensé ou accumulé comme on l'entend. En abaissant le salaire au dessous de la valeur de la force de travail, si rien n'est modifié il reste un reliquat de moyens de consommation dans le secteur II. Si l'argent récupéré par l'intermédiaire des impôts sert à payer des fonctionnaires on peut admettre que la reproduction demeure identique. Ce qui autrefois était consommé par les ouvriers est

désormais consommé par les fonctionnaires. Le taux d'exploitation a été augmenté et la partie consommée de la plus value s'est accrue.

"Que deviennent les produits restants de la section II ? Au lieu d'être consommés par les ouvriers, ils sont distribués aux fonctionnaires de l'Etat et à l'armée. A la consommation des ouvriers se substitue, pour une quantité égale celle des organes de l'Etat capitaliste. Dans des conditions de reproduction identiques, il y a donc eu transformation dans la répartition du produit total: une portion des produits destinés autrefois à la consommation de la classe ouvrière, en équivalent de v, est désormais allouée à la catégorie annexe de la classe capitaliste pour sa consommation. Du point de vue de la reproduction sociale, tout se passe comme si la plus value relative s'était accrue d'une certaine somme, qui s'ajouterait à la consommation de la classe capitaliste et de ses parasites. Ainsi l'exploitation brutale de la classe ouvrière par le mécanisme des impôts indirects, qui servent à l'entretien de l'appareil de l'Etat capitaliste, aboutit à une augmentation de la plus value, ou plutôt de la partie consommée de la plus value; il faut simplement mentionner que ce partage supplémentaire entre la plus value et le capital variable a lieu après coup, c'est à dire une fois l'échange entre le capital et la force de travail accompli."

(Rosa Luxemburg. "L'accumulation du capital" P.120 T.2)

Par conséquent comme Rosa Luxemburg le dit elle même, jusqu'ici le problème de la réalisation de la plus value destinée à l'accumulation n'a pas avancé d'un pouce. La plus value réalisée parce que consommée a augmenté, mais la réalisation de la plus value capitalisée n'est pas pour autant accomplie. Une partie du produit social, selon le raisonnement de Rosa Luxemburg, qui était autrefois réalisée par la classe ouvrière est maintenant réalisée à travers la consommation de la plus value, la masse absolue correspondant à la plus value destinée à l'accumulation, et donc la part relative du produit social qui reste à réaliser demeure inchangée. Selon Rosa Luxemburg le problème changerait de sens si l'Etat au lieu de payer des fonctionnaires se met à produire des armements

"...la consommation des organes de l'Etat capitaliste ne contribue en rien à la réalisation de la plus value capitalisée, parce que cet accroissement de la plus value consommée - même s'il se fait aux dépens de la classe ouvrière - se produit après coup.(...) cette opération de transfert n'implique aucunement la possibilité de la capitalisation, en d'autres termes elle ne crée aucun marché nouveau qui permette d'utiliser la plus value libérée à produire et à réaliser des marchandises nouvelles. La question change d'aspect si les ressources concentrées entre les mains de l'Etat par le système des impôts sont utilisées à la production des engins de guerre." (Id. p.120 t.2).

En d'autres termes l'argent extorqué aux ouvriers est alors investi dans la production d'armements au lieu d'être dépensé en revenu, par la même occasion les rapports entre les sections du capital productif sont modifiés. Avant d'aller plus loin, arrêtons-nous sur quelques aspects des affirmations de Rosa Luxemburg.

Quand il s'agissait pour elle de montrer que Marx en recherchant les "sources d'argent" pour réaliser la plus value se posait un faux problème qui masquait selon elle le vrai, c'est à dire celui de la demande solvable pour réaliser la plus value, Rosa Luxemburg soulignait avec force toutes les échappatoires auxquelles Marx se refusait. Parmi elles figure en bonne place celle qui suit; laissons la parole à Rosa Luxemburg elle-même pour nous résumer l'argumentation de Marx

"Marx s'efforce ensuite de trouver cette source de différents côtés. Tout d'abord il examine de près la dépense des capitalistes de la section II pour le capital variable. Ce dernier existe assurément sous forme d'argent. Mais il ne peut pas être soustrait à son but, l'achat de la force de travail, pour servir à l'achat des moyens de production supplémentaires. "Ces allées et venues n'augmentent en rien l'argent engagé dans ce cycle. Il n'y a donc point là de source d'accumulation." Marx examine ensuite toutes les échappatoires possibles, pour les rejeter en tant que telles. "Mais halte! n'y aurait-il pas moyen de faire un petit bénéfice ? " s'écrie-t-il, et il examine si les capitalistes ne peuvent pas, au moyen d'une réduction des salaires de leurs ouvriers au-dessous du niveau moyen d'existence, arriver à épargner le capital variable et obtenir ainsi une nouvelle source d'argent pour des buts d'accumulation. Bien entendu, il rejette immédiatement cette idée. "Mais n'oublions pas que le paiement réel du salaire normal qui, toutes choses égales par ailleurs, détermine la grandeur du capital variable n'est pas un acte de bonté du capitaliste; celui-ci ne peut faire autrement. Il est donc inutile de nous arrêter à cette explication." Il examine même les méthodes cachées en vue d'épargner le capital variable- système Taylor, falsification, etc.- pour arriver finalement à la constatation suivante : " C'est, pratiquée par un moyen détourné, l'opération indiquée plus haut. Ici encore elle est à rejeter. " Ainsi toutes les tentatives en vue de tirer du capital variable une nouvelle source d'argent pour l'accumulation n'ont donné aucun résultat(...)"

(Rosa Luxemburg. "L'accumulation du capital" T.I p.128)

Par conséquent, ce qui était pour Marx une échappatoire et considérée comme telle par Rosa Luxemburg dans le chapitre 8 de son livre, à savoir l'abaissement du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail, devient dans le chapitre 32 un élément permettant de fournir un champ d'accumulation au capital.

Non seulement le recul théorique est patent, mais il est particulièrement grave. Pour Marx la tendance à abaisser le salaire au dessous de la valeur est une tendance permanente du capital et n'a rien à voir avec l'existence ou non d'un secteur de l'armement. D'ailleurs, si Rosa Luxemburg était conséquente, elle devrait affirmer que n'importe quelle accumulation de l'Etat dans un secteur produisant de la plus value constituerait un champ d'accumulation pour le capital et donc un moyen privilégié de réaliser la plus value (pour autant que la plus value accumulée provienne de l'abaissement du salaire). De cela aussi elle se garde bien préférant réaliser à l' "abri" du silence une construction théorique qui tient du château de sable. Si, pour la théorie révolutionnaire, l'abaissement du prix de la force de travail au dessous de la valeur est une tendance constante du capital, cette tendance est régulièrement remise en cause, ne serait ce que par la lutte ouvrière, ou lorsque la prospérité capitaliste bat son plein et qu'une accumulation rapide du capital accroît l'emploi des ouvriers et donc tend à favoriser une hausse des salaires. Ce n'était donc pas sur un rapport aussi changeant, sur un fait économique aussi peu stable, puisqu'il varie au gré des rapports de force et des mouvements de l'offre et de la demande que l'on pouvait fonder une théorie de la réalisation de la plus value dont, par ailleurs, on s'est efforcé de nier la possibilité (1).

L'une des forces de l'analyse de Rosa Luxemburg est d'avoir essayé de respecter les hypothèses de Marx, d'avoir raisonné dans le cadre tracé par Marx, notamment en se plaçant du point de vue de la totalité. Ici elle abandonne ce point de vue et du même coup fait une chute brutale dans l'économie vulgaire.

Donc d'une part Rosa Luxemburg ne peut fournir de justification valable à son tour de passe-passe mais en admettant même que son point de vue soit valable qu'y a-t-il de changé par rapport à la situation antérieure du point de vue du capital global ?

La part de la plus value réalisée grâce à l'argent prélevé sur le salaire n'est, a priori, (pour rester dans le cadre des hypothèses retenues par Rosa Luxemburg) pas plus grande que la différence entre le prix et la valeur de la force de travail. En d'autres termes la

(1) Au détour d'une page Rosa Luxemburg reconnaît elle même qu'un tel phénomène ne peut être que transitoire, mais elle n'en tire pas les conséquences : *"En fin de compte, la détérioration des conditions normales de renouvellement de la force de travail provoque une détérioration de la force de travail elle même, la diminution du rendement et de la productivité moyenne du travail, menace donc les conditions de la production de la plus value. Mais le capital ne ressentira ces résultats que bien plus tard, aussi n'en tient il tout d'abord pas compte dans ses calculs économiques. Ces résultats se font seulement sentir dans le durcissement des réactions de défense des travailleurs"* (Rosa Luxemburg. *"L'accumulation du capital"* p.127 T2)

masse de plus value destinée à l'accumulation et qui n'est pas réalisée est strictement identique. En abaissant le salaire on a augmenté la plus value, une partie de cette plus value, correspondant très exactement à la baisse du salaire serait désormais réalisée en permettant une accumulation du capital, mais sur le plan du capital global l'immense masse de la plus value qui ne peut être réalisée l'est toujours et rien ne peut remédier à cet état de fait. Ce n'est sans doute pas très gênant pour Rosa Luxemburg, encore que le prétendu moyen privilégié pour réaliser la plus value soit beaucoup plus limité que l'on pense à première vue, cela devient par contre insoutenable pour les épigones.

De l'armement on ne peut rien attendre comme explication puisqu'il vient réaliser - en supposant même que Rosa Luxemburg ait raison, ce qui nous l'avons vu n'est pas le cas - une plus value qui augmente en même temps qu'elle est réalisée si bien que du point de vue du capital total le problème demeure strictement identique. La partie du produit social total autrefois soi disant réalisée par la dépense du salaire, l'est maintenant par l'argent obtenu en abaissant le salaire qui, par la même occasion, est devenu plus value.

Le reste du texte de Rosa Luxemburg est une suite de calculs embrouillés dans lesquels elle se perd. En effet Rosa Luxemburg, en introduisant les armements dans son raisonnement s'efforce également de montrer les conséquences de cela en illustrant ses conceptions à partir des schémas de reproduction.

La production d'armements effectuée il faut encore la réaliser et donc qu'il existe une demande solvable pour cela. C'est l'Etat qui généralement est le principal débouché de cette production, mais il s'agit là d'une fonction différente. Si la production d'armement est une activité productrice de plus value, en ce sens elle ne se distingue pas des autres marchandises, sa reproduction est, pour l'essentiel, réalisée par l'intermédiaire de la plus value.

Comme nous l'avons vu à propos de la reproduction de l'or dans les schémas de reproduction, Rosa Luxemburg n'a absolument pas réglé le problème de la reproduction du capital producteur de plus-value, utilisé improductivement au cours du processus de reproduction de la société bourgeoise.

Elle qui avait réclamé, sans fondements, une troisième section pour les moyens de circulation, se garde bien, alors que les présumées du problème sont identiques, de vouloir créer une quatrième section consacrée aux moyens de destruction. Pourtant, pour l'essentiel, les armements en tant que produit final ne peuvent être assimilés ni aux moyens de production, ni aux moyens de consommation individuels. Ils sont plutôt caractéristiques de ce capital productif de plus value dont la reproduction est assuré par la dépense de l'argent comme revenu par le représentant des intérêts généraux du capital: l'Etat.

Rosa Luxemburg ne pousse pas sa logique jusqu'au bout, elle essaye, toutefois, d'exposer les modifications qui interviennent dans la reproduction du capital. N'ayant pas résolu les difficultés propres à cet aspect des choses, elle patauge dans de piètres considérations arithmétiques. À bien des égards ce dernier chapitre est celui de la désillusion. Un livre de haute tenue s'achève dans l'impasse et le reniement de ses propres présupposés.

Suivons-la dans son calvaire théorique. Pour cerner les transformations dans le procès de reproduction social elle part des schémas de Marx de la reproduction élargie qu'elle a auparavant longuement discuté.

$$I \ 5 \ 000 \ c + 1 \ 000 \ v + 1 \ 000 \ pl = 7 \ 000 \text{ moyens de production.}$$

$$II \ 1 \ 430 \ c + \quad 285 \ v + \quad 285 \ pl = 2 \ 000 \text{ moyens de consommation.}$$

Si les impôts sur les salaires sont de 100, tout se passe comme si les ouvriers n'avaient reçu que 1185, les 100 obtenus par l'Etat favorisant la demande d'armements. *"Cette demande d'armements pour une valeur de 100 nécessite la création d'une branche correspondante qui doit avoir un capital constant de 71,5 et un capital variable de 14,25 en admettant une composition organique du capital identique, c'est à dire moyenne, à celle du schéma de Marx :*

$$71,5 \ c + 14,25 \ v + 14,25 \ pl = 100 \text{ (armements)."}'$$

En abordant le problème de cette manière Rosa Luxemburg ne pouvait que substituer une consommation d'armement par l'Etat, consommation réalisée par le biais de la plus value additionnelle extorquée aux ouvriers par l'abaissement du salaire, à une consommation de moyens de consommation individuels par les ouvriers. Comme nous l'avons déjà dit, ce transfert d'argent des ouvriers vers l'Etat ne changeait rien à l'ensemble du problème puisque la masse de plus value destinée à l'accumulation était identique et sa part dans le produit social constante. De son point de vue le problème n'avait pas avancé d'un iota. *"On peut objecter immédiatement que le profit résultant de cette extension des débouchés n'est qu'apparent, puisque la diminution de la consommation réelle de la classe ouvrière aura pour conséquence inévitable un rétrécissement de la production des moyens de subsistance."*

Rosa Luxemburg se voit contrainte d'admettre que *"Le capital n'a fait que gagner d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre"*. Bien sûr par les moyens artificiels que nous avons décrits la plus value a augmenté et en comparant deux situations qui ne sont pas comparables Rosa Luxemburg a beau jeu de critiquer certaines apologies du militarisme mais ceci n'est là que pour dissimuler ses propres lacunes.

Rosa Luxemburg considère ensuite que la consommation des ouvriers doit être réduite de 100 ce qui se traduit par une diminution de 100

de la production des moyens de consommation. "La réduction correspondante dans les deux sections se manifestera dans les modifications de la reproduction exprimées par le tableau suivant :

$$\begin{aligned} \text{I. } & 4\ 949\ c + 989,75\ v + 989,75\ pl = 6\ 928,5. \\ \text{II. } & 1\ 358,5\ c + 270,75\ v + 270,75\ pl = 1\ 900. \end{aligned}$$

Et le produit social global sera :

$$6\ 307,5\ c + 1\ 260,5\ v + 1\ 260,5\ pl = 8\ 828,5.$$

(Rosa Luxemburg P.125 T.2 "L'accumulation du capital")

Avant même de ne considérer que les rapports internes entre les deux sections, une fois retiré l'effet des dépenses d'armement, Rosa Luxemburg aurait mieux fait d'envisager le processus d'ensemble. Selon ses hypothèses le premier effet des impôts est d'abaisser le salaire et donc d'augmenter la plus value. Le capital constant produit va demeurer strictement identique puisque le capital constant libéré par la diminution de la masse des moyens de consommation est maintenant utilisé pour produire des armements. En réduisant le salaire réel de 1/13^{ème} environ et en diminuant la production du secteur II de 100 et en créant un secteur d'armement dont la valeur de la production est également de 100, nous obtenons le résultat suivant :

$$\text{I. } 5\ 000\ c + 922,2\ v + 1\ 077,8\ pl = 7\ 000.$$

$$\text{II. } 1\ 358,5\ c + 249,7\ v + 291,8\ pl = 1\ 900.$$

$$\text{Arm. } 71,5\ c + 13,1\ v + 15,4\ pl = 100.$$

Soit un total de :

$$6\ 430\ c + 1\ 185\ v + 1\ 385\ pl = 9\ 000.$$

Si l'on retire de la production totale la production d'armements nous obtenons :

$$6\ 358,5\ c + 1\ 171,9\ v + 1\ 369,6\ pl = 8\ 900.$$

Et si nous reprenons le raisonnement de Rosa Luxemburg (par ailleurs extrêmement douteux) visant à retirer de la production des moyens de production ceux qui sont consacrés à la reproduction du capital constant usé dans le procès de production d'armement le résultat devient :

$$6\ 307,5\ c + 1\ 162,5\ v + 1\ 358,5\ pl = 8\ 828,5.$$

Ce résultat ne correspond à aucun de ceux présentés par Rosa Luxemburg (6 430 c + 1 113,5 v + 1 285 pl = 8 828,5 et 6 307,5 c + 1 236 v + 1 285 pl = 8 828,5.) qui, soit sur-estime la baisse des salaires, soit la sous-estime.

Rosa Luxemburg arrête là son analyse si bien que nous n'en savons guère plus sur la reproduction des armements et de leur effet global sur l'accumulation.

Comment dans le cadre des schémas de reproduction élargie, peut-on décrire la reproduction des armements ?

Nous reprendrons en détail l'analyse de la reproduction élargie ultérieurement; pour l'instant nous nous contenterons de quelques remarques sur la reproduction des armements en considérant que si ces derniers permettent au capital de produire de la plus value, ils sont reproduits par l'intermédiaire de la plus value. En d'autres termes, dans la mesure où l'Etat les achète en dépensant l'argent comme revenu, pour doter l'armée par exemple, ils figurent dans cette catégorie de capitaux productifs de plus value qui sont reproduits par la dépense de l'argent comme revenu par l'Etat.

Jusqu'ici nous avons considéré que cette reproduction avait un caractère improductif et nous avons assimilé les dépenses de l'Etat à de la plus value. Il faut apporter ici une nuance à cette affirmation dans la mesure où l'Etat gère dans le sens des intérêts généraux du capital une partie des coûts de reproduction de la force de travail. C'est le cas pour l'enseignement, et d'autres dépenses sociales mais pour autant que le service militaire constitue la fin de l'éducation du prolétaire, l'ultime dressage qui doit le rendre taillable et corvéable à merci, sous un certain angle les dépenses d'armement interviennent dans la détermination de la valeur de la force de travail. Il serait métaphysique de s'interroger sur la part qui relève de la plus value et la part qui entre dans la valeur de la force de travail. Ces exemples montrent par contre que la valeur de la force de travail reçoit une détermination sociale qui a été en s'accroissant avec le développement du M.P.C. Une certaine socialisation de la consommation, sous la forme capitaliste évidemment, en a été le résultat. Une part importante de la dépense du salaire n'est plus laissée à l'appréciation du prolétaire individuel mais constitue une consommation collective avec cependant le handicap majeur que l'orientation et l'importance de cette consommation est entre les mains de l'Etat de la classe ennemie. Il faut cependant comme dans les autres domaines souligner le caractère révolutionnaire de cette socialisation, qui est une des bases du communisme créées par le M.P.C.

Supposons que le capital social de la société se répartisse ainsi :

- I. 4 000 c + 1 000 v + 1 160 pl = 6 160 Moyens de production
- II. 1 500 c + 375 v + 435 pl = 2 310 Moyens de consommation
- Ia. 100 c + 25 v + 29 pl = 154 Armements

Nous supposons que l'impôt, dont nous avons vu qu'il ne pouvait avoir comme base stable que la plus value dont il constitue une

partie, (nous faisons abstraction des impôts qui constitueraient un élément du salaire social) sert exclusivement à l'achat d'armements. Le montant nécessaire des impôts s'élève à 154 et équivaut donc à la valeur de la production d'armements. Cette production d'armements nécessite une avance de capital constant de 100 et d'un capital variable de 25. Nous supposons que dans ce secteur la composition organique du capital est égale à la composition organique moyenne de la société. Il est important de constater que dans le secteur de l'armement une plus value est créée et que donc le travail salarié qui a produit ces armements est un travail productif.

"Dans cette formulation, on admet déjà que seul le travail qui produit du capital est productif, que donc le travail qui ne fait pas cela, quelque utile qu'il puisse être - il peut d'ailleurs aussi bien être nuisible - est, pour la capitalisation du travail non productif, donc qu'il est improductif. D'autres économistes disent que la différence entre productif et improductif ne doit pas être mise en relation avec la production mais avec la consommation. C'est tout le contraire. Le producteur de tabac est productif, bien que la consommation de tabac soit improductive. La production en vue d'une consommation improductive est absolument aussi productive que celle en vue d'une consommation productive; à supposer toujours qu'elle produise ou reproduise du capital."
(Marx Grundrisse p 244 t.1 E.S.)

Dans le secteur des armements une plus value de 29 a été créée qui vient s'ajouter à la plus value des autres secteurs si bien que la plus value globale est augmentée. Celle ci s'élève à 1 624 et sans la plus value du secteur de l'armement, elle serait de 1 595. L'impôt de 154 repose sur l'ensemble de la plus value, il concerne donc aussi bien la plus value du secteur des moyens de production que celle des moyens de consommation tout comme le secteur des armements. Chaque secteur paiera un impôt que nous supposons proportionnel au capital avancé et à la plus value qu'il extorque de ses ouvriers. Cet impôt est de 110 dans le secteur I, de 41,25 dans le secteur II et de 2,75 dans la production d'armements; soit un impôt total de 154. L'Etat en adressant une demande de 154 au secteur de l'armement pour doter son armée, permet à ce secteur de reproduire la valeur et la plus value contenue dans les armements. Les capitalistes du secteur de l'armement sont ainsi à même tout d'abord de reproduire le capital constant qui a été dépensé lors de la production des armements soit 100 c. En renouvelant leur capital constant ils permettent aux capitalistes du secteur I de reproduire une partie de la plus value contenue dans les moyens de production. Tout comme pour les objets de luxe c'est par l'échange contre une partie de la plus value du secteur I que se réalise la reproduction du capital constant du secteur de l'armement.

Comme nous sommes dans le cadre de la reproduction élargie, la production d'armements s'accroît, et donc de la plus value est accumulée dans ce secteur, comme dans les autres. En supposant un taux

de croissance de 10%, le capital constant supplémentaire pour l'accumulation dans ce secteur est de 10. Le capital constant nécessaire à cette accumulation est obtenu dans le secteur I. Par conséquent la demande totale de moyens de production adressée au secteur I par le secteur de l'armement est de 110 (100+10). Cette demande permet au secteur de l'armement d'une part de renouveler le capital constant utilisé au cours du procès de production des armements, d'autre part de se procurer le capital constant additionnel destiné à l'accumulation dans ce secteur. Cette partie du capital comme l'autre est obtenue par un échange avec une partie de la plus value du secteur I. La masse totale du capital constant obtenu par le secteur de l'armement est égale aux impôts payés par le secteur des moyens de production. Tout se passe comme si par le biais des impôts l'Etat avait réquisitionné l'équivalent de 110 de capital constant pour les affecter à la production d'armements.

Il en va de même pour le capital variable. Celui ci s'élève à 25 et pour l'accumulation un capital variable supplémentaire de 2,5 est nécessaire soit au total une demande venant du capital variable de 27,5. A ces moyens de consommation il faut ajouter la part consommée par les capitalistes du secteur de l'armement; une partie de la plus value est réservée à l'entretien de la classe capitaliste et ses agents. Dans le secteur de l'armement la masse de la plus value consommée par les capitalistes est de 13,75, par conséquent les moyens de consommation qui seront consommés par le secteur de l'armement se montent à 41,25 qui représentent une partie de la plus value du secteur II. Ici aussi l'échange concerne la plus value du secteur II. Quant au montant des moyens de consommation nécessaires au secteur de l'armement il correspond également au montant des impôts payés par ce secteur.

Pour chaque fraction de la classe capitaliste la part de la plus value consommée, accumulée ou dépensée en impôts est identique.

La classe capitaliste du secteur I consomme une masse de plus-value de 550 soit $550/1160^{ème}$ de la plus-value (47% environ), la plus-value accumulée se monte à 500 et représente donc $500/1160^{ème}$ (43% environ) de la plus-value totale, enfin les impôts du secteur I sont de 110 soit $110/1160^{ème}$ (10% environ) de l'ensemble de la plus-value.

Ces proportions se retrouvent dans le secteur II, puisque la masse de la plus-value consommée est de 206,25 soit environ 47% de la plus-value totale du secteur II tandis que la plus-value accumulée est de 187,5 ou 43% environ de la plus-value. Les impôts quant à eux s'élèvent à 41,25 soit environ 10% de la plus-value du secteur II. Donc aussi bien dans le secteur I que dans le secteur II les impôts sont proportionnels au capital avancé.

Cette même proportion est aussi respectée dans le secteur de l'armement qui lui aussi accumule, consomme et paie des impôts

proportionnels au capital avancé et dans une proportion identique à celle des deux grands secteurs de la production sociale. Dans le secteur de l'armement la plus-value se décompose en 13,75 de plus-value consommée contre 12,5 de plus-value accumulée et 2,75 d'impôts ce qui correspond aux pourcentages que nous avons rencontrés plus haut. Nous ne reprendrons pas ici l'analyse des autres aspects de la reproduction élargie, nous y reviendrons en d'autres temps. Retenons de ces exemples que la production d'armement est productrice de plus-value, que la reproduction et l'accumulation dans ce secteur se réalisent par l'échange contre la plus value et qu'en conséquence les dépenses d'armement constituent une consommation improductive de plus-value. (Cette différence entre l'aspect productif de la production et improductif de la consommation est à l'origine de bien des confusions cf C.V.O. infra). De ce point de vue il est bien clair que si le production d'armements disparaissait, on pourrait, en retenant les hypothèses extrêmes, soit diminuer le temps de travail de 154 unités soit, en supposant une reconversion de la force de travail et des moyens de production proportionnellement aux deux sections du capital productif, accroître la production dans les proportions suivantes :

I	4 000	c	+	1 000	v	+	1 160	pl	=	6 160	moyens de production	
	+	72,8	c	+	18,2	v	+	21	pl	=	112	moyens de production additionnels.
II	1 500	c	+	375	v	+	435	pl	=	2 310	moyens de consommation	
	+	27,2	c	+	6,8	v	+	8	pl	=	42	moyens de consommation additionnels

Au secteur I vient s'ajouter une production supplémentaire de moyens de production de 112, tandis que dans le secteur des moyens de consommation la production s'accroît de 42. La plus value dans le secteur I s'élève désormais à 1181 contre 1160 auparavant et dans le secteur II à 443 contre 435 précédemment. Sur le plan du capital global il n'y a cependant pas de différence puisque la plus value totale est égale dans les deux cas à 1624. La plus value produite dans le secteur de l'armement est maintenant produite dans les deux grands secteurs de la production sociale

Au total nous obtenons donc :

I	4 072,8	c	+	1 018,2	v	+	1 181	pl	=	6 272	moyens de production
II	1 527,2	c	+	381,8	v	+	443	pl	=	2 352	moyens de consommation

Donc dans un premier temps la production est simplement répartie autrement, la plus value produite et la valeur de la production demeurant identiques. Par contre dès que nous envisageons l'accumulation et le résultat obtenu l'année suivante nous pouvons constater d'importantes modifications

Le taux d'accumulation de la plus value s'élève, la plus value qui était consommée improductivement dans la production d'armement est désormais consommée productivement, élevant ainsi le taux de d'accumulation de la plus value et le taux de croissance.

Quand il existait une production d'armement, le taux de croissance était nous l'avons vu de 10%, maintenant que la production d'armement a été reconvertie de combien est le taux de croissance ? La masse des moyens de production disponible est de 6272 tandis que la masse du capital constant à renouveler est de 4072,8 + 1527,2 soit 5600 il reste donc 672 (6272-5600) destinés à l'accumulation soit un taux de croissance de 12% (672/5600). Le taux de croissance a progressé de 20% en passant de 10% à 12%. Les forces productives se développent donc plus rapidement. Bien loin de favoriser la croissance de la production capitaliste, la production d'armement aurait plutôt tendance à la ralentir. Du même coup voir dans la production d'armement une "explication" à la croissance de l'après ou de l'entre deux guerre laisse perplexe. Bien plus nous pouvons voir à quel point de telles productions stérilisent les forces productives et quel développement supplémentaire, développement qui se traduira par un gain de temps et un accroissement de la production pour satisfaire les besoins humains, entrainera une réduction drastique des armements une fois assurée la domination de la société communiste. Il en va de même pour la croissance du capital variable et donc toutes choses égales par ailleurs, pour le nombre des ouvriers employés. L'existence d'une production d'armement loin de favoriser "l'emploi", tend plutôt à en freiner l'accroissement. Quant au taux d'accumulation de la plus value, il était de 43% environ avec l'armement, il s'élève désormais à plus de 51%.

Le financement d'une production d'armement croissante et la perspective d'une accumulation et d'un taux de croissance accrus exigent donc une énorme aggravation de l'exploitation de la seule classe qui crée la plus-value : le prolétariat. Par contre les chantres keynésiens sociaux-démocrates justifient la production d'armement dans la mesure où celle-ci entrainerait la croissance et résorberait le chômage. Ainsi du même coup non seulement on justifie la course aux armements et une production nuisible pour l'espèce humaine, mais encore on masque l'exploitation effrénée qu'une telle course entraine pour le prolétariat. Que derrière le char réformiste le C.C.I. embouche la même trompette contre révolutionnaire ne saurait nous étonner, le lecteur pourra, toutefois, à l'aide des exemples ci dessus se faire une opinion sur la valeur scientifique de la propagande impérialiste

Du point de vue luxemburgiste le problème de la réalisation de la plus-value est toujours identique pour la plus-value destinée à l'accumulation. Même si nous faisons abstraction de la plus-value accumulée dans l'armement, la plus-value à capitaliser soit 500 dans le secteur I et 187,5 dans le secteur II doit recevoir une demande extérieure au mode de production capitaliste si l'on veut, selon Rosa Luxemburg, réaliser la plus-value. Les données fondamentales de la réalisation ne sont pas modifiées. Il est encore plus difficile comme le pensent les épigones de Luxemburg comme le C.C.I. de fonder une quelconque "explication" de la croissance sur la production d'armement. La plus value étant consommée improductivement on ne saurait véritablement fonder l'accumulation et le développement capitaliste sur une telle base. Bien plus la possibilité d'une croissance de la production d'armement implique un grand développement de la plus value dans les autres secteurs afin d'en supporter le poids tout en continuant l'accumulation.

Une forte croissance économique et une forte augmentation des dépenses d'armement ne sont pas forcément corollaires l'une de l'autre (pour donner ici un argument de type empirique, les pays vaincus de la dernière guerre, l'Allemagne et le Japon qui se sont vu limiter les dépenses d'armement à un niveau en général plus faible que les nations victorieuses n'en ont pas moins été les pays où l'accumulation capitaliste a été des plus spectaculaires), la conjonction des deux événements témoigne plutôt de la colossale exploitation dont le prolétariat a été et demeure victime depuis la seconde guerre mondiale. Il arrive parfois que le C.C.I. se représente l'accumulation capitaliste comme la construction d'un mur un jour, suivie de sa destruction le lendemain en arguant que dans les livres de compte la valeur a été doublée. Tant qu'on en reste au niveau du capitaliste individuel ce genre d'argument est exact mais replacé sur le plan du capital global, il relève de la folie furieuse. Cela reviendrait à dire que la valeur d'usage des marchandises nécessaires à l'accumulation est indifférente, qu'un mur en ruine aura le même débouché qu'un mur neuf, qu'une machine cassée produira aussi bien et même mieux tout en permettant la même embauche qu'une machine neuve etc. C'est ne pas voir que l'accumulation du capital est accumulation de plus value et que cette plus value doit revêtir des formes particulières (moyens de production etc.) pour être effectivement accumulée.

Revenons maintenant au C.C.I. et à ses considérations contradictoires sur l'armement. Si d'un côté les armements fournissent des débouchés à la production (cf. "La décadence du capitalisme" p.61) au point que par exemple la reprise économique après la crise de 1929 serait "dûe exclusivement (sic) à l'économie d'armement, c'est à dire à la production de moyens de destruction" (p.59) , d'un autre côté nous apprenons que "l'armement n'est pas une solution aux crises" (p. 84) et donc que les dépenses d'armements sont "pour le capital (NB) un gaspillage inouï, pour le développement des forces productives une production à inscrire au passif du bilan définitif" (p. 84). Du côté de la F.E.C.C.I. ce n'est pas mieux puisque sous une publicité vantant la brochure citée dans ce texte on peut lire "Sur la question de la

production d'armements comme champ d'accumulation, notre fraction rejette comme vous (il s'agit d'une réponse au groupe indien Kamunist Kranti N.D.L.R.) la position de Luxemburg" (P.I. p.30), dans le cadre du capitalisme "pur", "il ne peut être question de la militarisation comme champ direct d'accumulation..." Comme les bons avions militaires les positions du C.C.I. et associés sont à géométrie variable. La F.E.C.C.I. a entrepris de penser, pour l'instant en se débattant dans les insurmontables contradictions de la théorie de la décadence, et elle ne fait que reserrer le noeud coulant qui l'étrangle. A toute cette agitation théorique il n'existe que deux issues : ou la F.E.C.C.I. rompra avec la théorie de la décadence, ou ce qui est pour l'instant plus probable, elle s'arrêtera de penser par elle-même. Dans un sens cela vaudrait mieux car les dernières productions recèlent des perles de grandes valeurs, comme celle qui explique la croissance depuis la dernière crise (80-82) par ... les armements. A l'occasion on apprend aussi que cette accumulation est inexistante,(1) le prolétariat toujours plus exploité par le moloch capitaliste sera ravi d'apprendre que la plus value qu'on lui extorque est fictive, (il est vrai que le concept a tendance, par la même occasion à disparaître du discours) que l'exploitation dont il est victime est également fictive et que les rapports de production capitaliste ne sont qu'une illusion à mettre sans doute sur le compte du fétichisme de la marchandise sinon de la décadence du capitalisme.

Des élucubrations du C.C.I. il ne reste donc rien de consistant et après comme avant leur discours nous sommes bien en peine de comprendre comment ce pauvre capitalisme décadent peut bien s'y prendre pour accumuler alors que les débouchés pour la réalisation de la plus value ont disparu. Ont ils vraiment disparu ? La F.E.C.C.I. en doute, du même coup le capitalisme est il en décadence ? oui car ces marchés sont insuffisants aussi "la raison de la survie du capitalisme décadent ne doit pas être cherchée dans la perpétuation de l'existence des couches non capitalistes" (P.I.N°5). Dans ce cas où doit elle être cherchée ? Le lecteur ne le saura pas encore dans ce numéro.

Dans ce débat où les dés sont pipés il ne faudrait pas s'imaginer que du côté des adversaires de Rosa Luxemburg on ait une plus grande compréhension des problèmes propres au mode de production capitaliste.

Si les épigones sont complètement dégénérés, il en va pour une bonne part de même des adversaires. Nous avons déjà eu l'occasion de souligner qu'une fraction des opposants de Rosa Luxemburg n'avait en fait pas saisi quel était le problème qu'elle avait posé. La C.W.O. appartient à cette espèce d'imbéciles heureux qui s'en vont pourfendre Rosa Luxemburg avec des arguments ineptes qui, outre le fait qu'ils ne

(1)"...la valeur ajoutée ainsi produite est soit fictive (services, boom immobilier, etc.), soit stérile (armements) et ne retourne pas dans le cycle productif...comme aucune valeur n'est ajoutée au procès de production, ces profits sont en réalité fictifs."(P.I. p. 15)

répondent pas au problème soulevé, témoignent des profonds dommages qu'ils font subir au programme communiste. La partie du texte consacrée à Rosa Luxemburg parue dans le N°6 de "Revolutionary Perspectives" qui traite des armements est de la même eau d'inspiration ricardienne vulgaire que le reste du texte. Si cela a au moins le mérite de la continuité - ce que peut envier le C.C.I. à la C.W.O. - c'est celui de la continuité dans la médiocrité et l'anéantissement systématique de la perspective révolutionnaire du communisme.

Comme nous l'avons vu la position de Rosa Luxemburg, toute fautive qu'elle est, n'en a pas moins une certaine logique interne. Cette logique est passée largement au dessus de la tête de la C.W.O. qui se contente d'un ricanement idiot devant ce qu'elle croit être une erreur de Rosa Luxemburg. Le reste de l'argumentation tourne ensuite rapidement au massacre des positions de Marx et donc du programme révolutionnaire.

"Mais quelle nouvelle valeur Luxemburg a-t-elle subitement découvert qu'elle n'avait pas vue auparavant? La réponse est qu'elle n'a découvert rien du tout. Luxemburg a confondu revenu (dans ce cas les impôts) avec la création de nouvelle valeur. Il est payé par les impôts (de ce point de vue elle a raison) mais ceci est le résultat de l'imposition de la plus value déjà existante des autres industries.

Pour comprendre ce point nous devons comprendre ce qu'est le travail productif. Le travail productif, conformément à ce que dit Marx, est le travail qui produit de la plus value (seul ce premier membre de phrase est effectivement "conforme" à ce que dit Marx, la suite est une Anerie ou un mensonge pur et simple et la fin glisse sur le terrain du ricardianisme vulgaire MDR) pour le capital pris comme un tout, c'est le travail dont le produit peut être incorporé dans un nouveau cycle de production, ou comme moyen de production (par exemple comme machine-outil) ou comme moyen de consommation (par exemple la nourriture ou les vêtements) qui sustentent la classe ouvrière". (Revolutionary perspectives N°6 P.24)

On retrouve ici une vieille erreur commise par Ricardo et ses épigones pour lesquels les marchandises qui ne contribuaient ni à la formation du capital fixe ni du capital circulant ne pouvaient modifier le profit (nous paraphrasons ici Ramsay). Elle est ici particulièrement aggravée par toutes sortes de confusions qui laissent rêver quant à la capacité de la C.W.O. à comprendre la première ligne de la théorie révolutionnaire et de la nature de l'exploitation dont le prolétariat, classe avec laquelle ils prétendent avoir à faire, est victime.

Selon leur point de vue, qui confond production de plus-value et consommation improductive de celle-ci, il suffit qu'une branche de production n'influence pas le taux de la plus value relative pour être considérée comme improductive. De ce fait, aussi bien la production d'objets de luxe que la production d'armes serait improductive. Rien n'est plus étranger à la position du programme communiste pour qui est productif sur la base du M.P.C. tout travail producteur de plus value.

Toute marchandise produite sous l'égide du salariat ayant fait l'objet d'une avance de capital est donc le fruit d'un travail productif.

"Le travail productif est donc - dans le système de production capitaliste - celui qui produit de la plus value pour son employeur, ou qui transforme les conditions objectives du travail en capital et leur possesseur en capitaliste, donc le travail qui produit son propre produit en tant que capital."

(Marx Théories sur la plus-value. Editions sociales. P.464. T.1)

Si les théories propagées dans le milieu communiste n'ont aucune valeur, ni théorique, ni pratique, quels éléments la théorie révolutionnaire peut-elle avancer pour expliquer le développement de la production d'armement ?

La production capitaliste a pour but d'extraire le maximum de plus-value. Pour ce faire, avec le développement de la plus-value relative, elle dévalorise la valeur de la force de travail par l'accroissement de la productivité du travail. L'accroissement de la masse des valeurs d'usage qui s'ensuit pose à ce même mode de production capitaliste le problème de la réalisation de la valeur et de la plus-value qui y sont contenus sous un volume tendanciellement croissant. La nécessité de résoudre cette contradiction est à l'origine de l'accroissement d'une classe moyenne qui consomme sans produire. Dans la mesure où l'Etat, en récupérant une partie de la plus-value sous forme d'impôts, est à même d'orienter et de concentrer la demande dans une consommation improductive comme les armements, il facilite une limitation de l'accumulation qui devient nécessaire à mesure que la production capitaliste avance. Cependant, là encore, cette limitation de l'accumulation de la plus-value n'est pas particulière à l'armement. Ce rôle est tout aussi bien tenu par la production d'objets de luxe et toute la consommation des classes improductives.

Par conséquent, indépendamment de la base matérielle de la production capitaliste, c'est dans le développement des superstructures de la société bourgeoise que nous devons trouver des explications à l'accroissement de la production d'armements. Ce n'est pas ici que nous développerons ces éléments complexes - nous pensons notamment au rôle de ce qu'on appelle le "complexe militaro-industriel" aux Etats-Unis, ou aux liaisons entre recherche et armée ou encore au rôle de soutien à l'industrie nationale que peuvent jouer les dépenses d'Etat etc.- Bornons-nous, en suivant Engels, à donner quelques indications sur le rôle de l'Etat dans la société capitaliste.

"L'Etat n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société; il n'est pas davantage "la réalité de l'idée morale", "l'image et la réalité de la raison", comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec

elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts opposés ne se consomment pas, elles et la société en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de "l'ordre"; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger : c'est l'Etat."
(Engels. Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.)

Qu'est-ce qui caractérise cet Etat ? Notamment :

"...vient l'institution d'une force publique qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Cette force publique particulière est nécessaire, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes... Cette force publique existe dans chaque Etat; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi d'annexes matérielles, de prisons et d'établissements pénitentiaires de toutes sortes, qu'ignorait la société gentilice..."

(idem)

La tendance de cette force publique est généralement de se renforcer

"Elle se renforce à mesure que les contradictions de classe s'accroissent à l'intérieur de l'Etat et que les Etats limitrophes deviennent plus grands et plus peuplés; considérons plutôt notre Europe actuelle, où la lutte des classes et la rivalité de conquête ont fait croître à un tel point la force publique qu'elle menace de dévorer la société tout entière, et même l'Etat."

(idem.)

Par conséquent, depuis longtemps le communisme théorique a prévu l'accroissement, avec le développement du MPC, des dépenses à caractère militaire ou de répression, elles s'expliquent par l'accroissement des contradictions de classes au sein des Etats, et des antagonismes entre Etats. Les progrès des communications, des transports, la formidable puissance développée par les armements ont désormais pour une bonne part transcendé les frontières, si bien que la remarque d'Engels vaut également désormais pour des pays qui ne seraient plus limitrophes. L'antagonisme entre les grandes puissances impérialistes a pour cadre permanent la planète, dont l'existence, comme le notait déjà Engels, est menacée. Deux guerres mondiales (et alors que la course aux armements a repris de plus belle avec les premières crises graves de l'après-guerre) ont déjà montré, ce que confirment chaque jour les guerres locales, comment les forces de la société ont été dévorées par les dépenses militaires. Nulle solution "pacifiste" ne peut intervenir

dans le cadre du mode de production capitaliste. La seule classe de la société qui a les moyens d'écartier à jamais de l'humanité la menace de destruction totale, c'est le prolétariat, à travers la révolution communiste.

oOo

2.9.2. Ernest Mandel entre dans le troisième âge.

Il est fréquent qu'avec l'âge et sous le poids de la vie et de sa réalité implacable, se manifeste, l'accoutumance aidant, une tendance au conservatisme, à l'acceptation des valeurs de la société présente et des idées reçues tandis que l'enthousiasme, la révolte, la capacité de remise en cause des choses et des hommes, la possibilité d'une vision nouvelle des phénomènes s'estompe au profit d'un pragmatisme fondé sur l'"expérience". L'esprit accompagne le corps dans son processus de vieillissement et de résignation.

Le "marxisme" d'Ernest Mandel échappe en partie à cette logique car il n'a jamais été jeune. D'emblée il n'était que protestation contre toute tentative révolutionnaire, d'emblée il s'était fixé comme but de transformer le programme communiste en programme de réforme sociale du capitalisme réalisé éventuellement à l'aide de moyens violents, programme qui confère au trotskysme passé à la contre révolution le rôle tenu par le centrisme -en moins à gauche- dans la social démocratie du début du siècle. A la différence près que si certains ont pu s'illusionner à l'époque sur la nature du centrisme, il n'y a pas de question à se poser sur le trotskysme aujourd'hui. Il est irrémédiablement caractérisé comme contre-révolutionnaire.

La crise du "marxisme" n'a pas épargné le trotskysme et fréquents sont les faits qui témoignent d'un éloignement toujours plus grand des principes fondamentaux de la théorie de Marx. En entrant dans son troisième âge Ernest Mandel entre dans la phase où son "marxisme" déjà galvaudé et corrompu, entre désormais en sénilité.

Parmi les lieux communs largement répandus par l'économie politique figure l'idée suivante: *"Depuis la fin des années trente, la production d'armes joue un rôle accru dans l'économie impérialiste. Celle-ci en est actuellement à sa quatrième décennie de réarmement ininterrompu. Il n'y a pas l'ombre d'un signe annonçant que cette tendance à l'économie de réarmement permanente s'interrompt dans un délai appréciable. Elle constitue donc une des caractéristiques du troisième âge du capitalisme qu'il nous faut expliquer à partir du processus de développement socio-économique de ce mode de production lui même.*

Surtout il faut étudier dans quelle mesure des caractéristiques économiques précises, spécifiques du capitalisme contemporain et le différenciant des phases précédentes de la société bourgeoise, sont en rapport avec ce réarmement et si, en cas de prolongation de ce phénomène, elles continueront à déterminer l'époque historique du troisième âge du capitalisme." (Mandel. *Le troisième âge du capitalisme* pp 131-132)

Bien sûr Ernest Mandel n'ignore pas que "la production d'armement ne constitue pas une nouveauté en tant que phénomène économique dans l'histoire du mode de production capitaliste." Mais la part relative de cette production dans le produit intérieur a augmenté et les dépenses annuelles mondiales auraient plus que triplé entre l'époque 1901-1914 et l'époque 1945-1955. Mandel en conclut triomphalement que la quantité s'est changée en qualité. Certes le passage de la transformation de la quantité en qualité et réciproquement est une loi fondamentale de la dialectique mais on ne voit pas en quoi le triplement de quelque chose le change ipso facto en quelque chose de qualitativement nouveau, pas plus qu'un triple zéro ne change un cancre en bon élève.

Pour résoudre les difficiles problèmes liés à la production d'armement, Mandel recourt à un département III au sein de la production sociale, le département des moyens de destruction. Incidemment, Mandel souligne que le premier auteur qui a utilisé un tel procédé est Tougan-Baranovsky et non Marx. Loin de gêner Mandel une telle constatation est au contraire le prétexte de digressions révisionnistes dans lesquelles il reproche à ce pauvre Tougan - qui fait presque figure d'orthodoxe en regard des propos de Mandel - d'avoir limité la section III au seul secteur des produits de luxe.

La perspective de Tougan-Baranovsky était déjà révisionniste puisqu'elle instituait une séparation plus accentuée que ne l'avait fait Marx entre les divers secteurs du capital productif. La distinction de Marx, entre production de marchandises destinées à la consommation productive et production de marchandises destinées à la consommation individuelle évoluait au profit d'une séparation selon les classes sociales qui les consomment. Classe ouvrière pour les moyens de consommation nécessaires, classe capitaliste pour les moyens de consommation de luxe.

Les objectifs de l'analyse de Marx étaient de cette manière insidieusement modifiés. Marx n'avait pas réservé les moyens de consommation nécessaires à la seule classe ouvrière mais à toutes les classes sociales et donc aussi aux capitalistes.

Quant à la définition des moyens de consommation de luxe, ce n'est pas le fait qu'ils ne réapparaissent pas dans la procès de reproduction qui est un élément caractéristique (sous un certain angle c'est même inexact puisque une même valeur d'usage peut aussi bien servir de moyens de consommation de luxe comme de capital constant dans la production d'une autre marchandise - par exemple

Marx cite le cas du raisin qui peut entrer dans la fabrication du vin, ce peut être aussi le diamant qui peut être monté sur une bague etc...). Ce qui leur confère une spécificité c'est qu'il s'agit de moyens de consommation individuels qui n'entrent pas dans la détermination de la valeur de la force de travail.

Dans les schémas de reproduction qui visent à montrer que les concepts de capital constant, capital variable et plus value sont à même d'expliquer le procès de l'accumulation capitaliste, seule la classe capitaliste consomme des objets de luxe, mais la possibilité pour la classe ouvrière ou du moins ses fractions les mieux payées, son aristocratie, de participer ici et là à cette consommation n'est nullement exclue par Marx. Si pour les besoins de l'analyse un département spécial doit être créé pour les armements c'est, comme nous l'avons montré dans notre N°17, parce que ce type de production n'entre pas dans le champ des schémas de reproduction et non comme l'affirme Mandel parce que *"au contraire des départements I et II,...(le département III)...produit des marchandises qui n'entrent pas dans le procès de reproduction des éléments matériels de la production (remplacement et élargissement des moyens de production et de la force de travail utilisés)" (Mandel p.136 t.II le troisième âge du capitalisme.)*

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, sont en dehors de la définition des schémas de la reproduction notamment :

- le capital productif avancé dans les secteurs produisant le capital avancé improductivement
- le capital productif avancé dans les secteurs produisant le capital qui sera dépensé comme revenu entre autres par l'Etat.

Si une partie des capitaux productifs n'est pas prise en compte, par hypothèse, dans le cadre des schémas de reproduction, a fortiori les capitaux mettant en oeuvre du capital improductif n'y seront pas non plus. Les armements sont dans la plus grande proportion achetés par l'Etat, qui centralise et coordonne ainsi la capacité de défense et d'attaque de la société contre toute menace intérieure ou extérieure. La classe capitaliste se trouve ainsi du même coup armée contre son principal ennemi, le prolétariat, qui lui même se trouve désarmé.

Ces armements sont donc, en général, achetés par le biais des impôts et par conséquent par une partie de la plus value transformée en revenu de l'Etat. Dans le cas de l'entretien des armées et plus particulièrement de l'achat des armements l'Etat n'avance pas l'argent comme capital, il n'a pas pour but d'obtenir de l'armée une plus value, ni même un profit moyen venant des secteurs productifs, mais il le dépense comme revenu. Si l'armée était une entreprise privée il n'en irait pas de même et le capitaliste qui avancerait l'argent pour cette armée mercenaire escompterait en obtenir selon des modalités dont nous n'avons pas à nous soucier ici un profit tel que son taux de profit soit égal au taux général de profit qui règle le taux de profit

moyen obtenu dans chaque secteur. Dans ce deuxième cas le capital avancé par le capitaliste participerait à la péréquation des taux de profit et comme ce capital est improductif ce taux en serait d'autant abaissé. Lorsque l'Etat assure l'entretien des armées il n'en va pas ainsi; l'argent est dépensé comme revenu et n'entre pas dans le processus d'égalisation des taux de profit.

Du point de vue du prolétariat les armements comme n'importe quelle marchandise sont l'occasion pour le capital d'extraire de lui le maximum de plus value. Si l'on fait abstraction du commerce extérieur, ce secteur se révèle incapable de favoriser la production de plus value relative puisque les armements n'ont pas d'influence sur la détermination de la valeur de la force de travail. Leur reproduction s'effectue donc entièrement par des échanges au sein de la classe capitaliste ou de son pouvoir organisé : l'Etat, qui en général assure pour l'ensemble de la bourgeoisie l'organisation des armées. C'est donc l'impôt qui est régulièrement mis à contribution pour l'achat d'armements, à des entreprises qui peuvent appartenir à des capitalistes privés comme être propriété de l'Etat (arsenaux par exemple). Etant donné l'importance de cette production pour la société bourgeoise c'est l'Etat qui, de toutes façons, en assurera le contrôle.

Les armements ne sont pas consommés improductivement au cours du processus de production. Quand ils ne s'usent pas au travers de l'exercice ou ne se périssent pas sous l'influence du progrès technique leur consommation réelle consiste dans la destruction de vies humaines et de richesses. S'il est vrai que toute consommation est destruction, une partie des armements (munitions, explosifs) se consomme en s'autodétruisant et en détruisant, sans que leur valeur d'usage soit véritablement réalisée, des marchandises destinées à la production ou à la consommation. En règle générale les armements entrent dans la deuxième catégorie que nous avons définie ci-dessus, c'est à dire celle des capitaux productifs engagés dans des secteurs produisant des marchandises qui sont achetées par l'Etat, celui ci dépensant l'argent en tant que revenu et non en tant que capital. Ce qui revient à dire que l'Etat n'attendra pas de cette dépense un profit particulier.

Les armements peuvent-ils avoir une fonction économique particulière liée à leur valeur d'usage particulière ? Mandel nous a déjà répondu, sans preuves, qu'il y avait effectivement une telle possibilité puisque l'énorme masse des armements produits au cours du XIX^{ème} siècle entraînait selon lui une situation nouvelle dans le processus de l'accumulation capitaliste. Il va s'efforcer d'aller plus avant dans ses assertions en examinant la production d'armements dans ses rapports avec la difficulté de réaliser la plus value. Pour cela Mandel part des schémas établis par O.Bauer lors de sa polémique contre Rosa Luxemburg. Nous n'avons pas encore discuté cette partie du travail de Rosa Luxemburg qui est à l'origine de cette polémique.

Par un quiproquo qui peut paraître surprenant une très grande partie des théoriciens qui l'ont critiquée, voire même défendue, se sont contentés de considérer que le point central de l'argumentation

de Rosa Luxemburg résidait dans le 25^{ème} chapitre des 32 que compte "L'accumulation du capital". Dans ce chapitre, Rosa Luxemburg s'efforce une fois de plus de montrer que les schémas de Marx sont inachevés et qu'ils ne prennent pas en compte l'ensemble de la réalité sociale et donc qu'on ne peut tenir le bon déroulement des opérations sur le papier pour la preuve de la possibilité de la réalisation sans heurts de la plus value.

En introduisant d'une certaine manière l'augmentation de la productivité du travail, en augmentant la composition organique du capital et le taux de la plus value elle fait apparaître entre les sections I et II une disproportion, un déficit de moyens de production faisant face à une surproduction de moyens de consommation. En transférant une partie de la production de II vers I, Otto Bauer a tenté de montrer que cette difficulté assimilée à une impossibilité de réaliser la plus value disparaissait.

Indépendamment même des contradictions propres à l'analyse d'Otto Bauer, contradictions mises, en partie, en évidence par Rosa Luxemburg elle-même, on ne réfutait pas là l'argumentation centrale de Rosa Luxemburg sur laquelle elle revient - et sur laquelle aussi, il est vrai elle se replie - dans son "Anticritique". Une bonne partie des théoriciens adverses s'étant engouffrée dans ce type de critique à Rosa Luxemburg, voilà que des disproportions, c'est à dire des crises parfaitement admises et même les seules reconnues par des économistes comme Ricardo ou Say, des crises qui font apparaître une surproduction d'un côté et une sous production correspondante de l'autre, étaient assimilées à la difficulté de réaliser la plus value. Le marxisme vulgaire (mais avec lui aussi des révolutionnaires) s'enfonçait toujours plus sur les chemins tracés par l'économie vulgaire.

Bien évidemment des disproportions, aussi bien à l'occasion d'une hausse de la composition organique que d'autres mouvements dans l'accumulation du capital peuvent et doivent se manifester. De ce point de vue la production d'armements, comme de n'importe quel secteur, contribue aussi bien à l'existence de disproportions qu'au rétablissement de l'équilibre perpétuellement bouleversé par la dynamique de l'accumulation du capital. Marx n'avait pas fondé la perspective de crises catastrophiques du M.P.C. sur la possibilité de disproportions qui sont, répétons-le, les seules crises reconnues par les courants qui justement nient la possibilité d'une crise générale au sein des rapports de production capitalistes. Ramener la théorie révolutionnaire à un tel niveau revient alors à l'abaisser au point le plus bas atteint aujourd'hui par l'économie vulgaire.

Ce n'était pas une des moindres erreurs des critiques - "erreur" qui montre dans bien des cas, comme celui d'Otto Bauer, à quel degré d'abjuration du programme communiste en était arrivé la social démocratie - que d'enfourcher le cheval de bataille de la disproportion. Enfin - et c'est aussi une confirmation de la déchéance de la pensée "marxiste" - cela montrait combien les critiques n'étaient plus intéressés que par l'aspect quantitatif des choses. Avec le débat

sur la hausse de la composition organique au sein des schémas de reproduction on tenait un exemple avec lequel les virtuoses du calcul arithmétique allaient pouvoir se livrer à leur exercice favori, délaissant ainsi l'objet principal de la position de Rosa Luxemburg.

La contre révolution n'allait pas, loin de là, favoriser une amélioration de la compréhension des choses. L'économie politique "marxiste" a continué à faire toujours plus siennes les positions de l'économie vulgaire. Le débat ayant pris les voies détournées de l'économie vulgaire, les principaux fossoyeurs du programme communiste se sont efforcés de tracer plus avant le chemin. Ce faisant, on s'est enfermé, bien sûr, dans une impasse, et on évolue toujours plus dans le grotesque.

Ernest Mandel n'a pas pu s'empêcher d'apporter sa pierre à cette construction surprenante où les concepts fondamentaux du programme communiste se retrouvent cul par dessus tête. Les développements de Mandel à partir du schéma d'Otto Bauer le conduisent à conclure que *"l'armement permanent n'est pas en état de résoudre le problème de la réalisation de la plus value qui apparaît dans le mode de production capitaliste à cause du progrès technique."* (Mandel p.145 t.2 *Le 3ème Age du capitalisme*).

Comprenez que l'armement permanent n'est pas apte à résoudre un faux problème posé par Rosa Luxemburg, faux problème lui même mal compris par Otto Bauer et baptisé impossibilité de réaliser la plus value (il s'agit en fait d'une disproportion). A ce faux problème O.Bauer a lui même apporté une "solution" qui est un défi à la pensée rationnelle et sur la base de laquelle E. Mandel se livre à des considérations sur l'économie d'armement dont on peut imaginer l'intérêt.

Pour fonder son point de vue sur l'armement Rosa Luxemburg avait été conduite à faire de l'économie d'armement un secteur financé par un impôt (cf chap. 2.9.1) qui abaissait les salaires des ouvriers au dessous de la valeur de la force de travail, tout comme il abaissait le revenu de la paysannerie. Pour être cohérente avec sa théorie elle ne pouvait faire autrement; la plus value accumulée par ce biais était alors une fraction dérivée du revenu des autres classes. De ce fait il n'existait pas de difficulté pour réaliser la plus value. Cela a fourni l'occasion pour de nouvelles polémiques qui n'ont pas fait avancer la question d'un pouce, bien au contraire.

Mandel ne peut s'empêcher d'y ajouter son grain de sel, en déformant au passage un peu plus, si c'était possible, la théorie de Marx. Pour celle-ci, indépendamment de savoir quelle importance revêt tel ou tel secteur de la production sociale, la tendance du capital est d'abaisser le salaire au dessous de la valeur de la force de travail, et l'existence ou non de l'armement ne change rien à ce phénomène. En prétendant que l'économie d'armement joue un rôle particulier dans ce processus d'abaissement du prix de la force de travail au dessous de la valeur on fait des affirmations dont le fondement théorique est nul

et dont on serait bien en peine d'apporter le premier élément de vérification pratique.

En ce qui concerne les effets de la production d'armements sur le taux de profit, ils sont assimilables à ceux des objets de luxe qui comme les armements ne peuvent favoriser la création de plus value relative. Nous ne reprendrons pas ici cet aspect de la théorie. Sachons seulement qu'ils ne présentent alors rien de spécifique.

Deux aspects, cependant, méritent d'être soulignés : d'une part il est très vraisemblable que le secteur des armements ait une composition organique du capital qui soit plutôt supérieure à la moyenne de celle de l'industrie - sous cet angle la production d'armement non seulement ne contribue pas à la hausse du taux de profit mais tend à en favoriser la baisse - ; d'autre part le fait de travailler sur la base de commandes de l'Etat laisse penser que le temps de circulation du capital est particulièrement réduit - ce facteur par contre aurait, lui, tendance à favoriser la hausse du taux de profit -.

Contrairement à ce qu'affirment les thèses ricardiennes d'un Kidron par exemple (théoricien de International Socialism, scission du trotskysme de la fin des années 40 - un peu comme Socialisme ou Barbarie en France -) le secteur de l'armement participe à l'établissement du taux de profit et l'influence, mais n'a pas de caractère particulier qui le différencierait - à l'exception peut être des éléments que nous venons d'évoquer - des autres secteurs qui n'ont pas d'effet sur la production de plus value relative.

Jusqu'ici Mandel n'a pu fournir véritablement, malgré toute sa bonne volonté, une base théorique à ses premières affirmations. Avec les "difficultés de mise en valeur du capital" il va essayer de parvenir à ses fins. Pour cela il lui faut déjà faire une première manœuvre révisionniste en scindant l'excès de capitaux, la surproduction du capital de la baisse tendancielle du taux de profit; c'est à dire en assimilant cette surproduction qui se manifeste régulièrement avec chaque crise (dont l'origine doit être cherchée dans un brusque retournement de la productivité du travail et donc dans une chute brutale du taux de profit) à une surproduction permanente, selon la méthode utilisée par les théoriciens staliniens.

"Une troisième contradiction fondamentale du mode de production capitaliste qui apparaît à un certain degré de son développement, c'est la difficulté de mise en valeur du capital global, c'est-à-dire l'apparition de capitaux excédentaires, qu'il n'est plus possible d'investir de manière rentable. Ceci est un fait, dans les pays capitalistes développés, depuis le début de l'époque impérialiste (capitalisme des monopoles). A notre époque, ce phénomène devient particulièrement aigu au cours des années 1913-1940 (1945). Et c'est seulement ici que la fonction spécifique de l'armement permanent - contrairement aux thèses qui y voient essentiellement un moyen de

surmonter les difficultés de réalisation de la plus value ou de freiner la chute du taux de profit moyen - prend sa pleine signification". (op.cit. p.170).

En guise de démonstration, Mandel nous offre en fait ici deux affirmations: la première c'est qu'il existe en permanence des capitaux excédentaires, - sans compter que cette apparition est relativement indépendante de la baisse du taux de profit; en tout cas pour Mandel elle n'en est pas le corollaire -, la seconde c'est que ces capitaux excédentaires, "en jachère" sont réemployés dans le secteur de l'armement. Du même coup, loin d'être un élément dont la reproduction repose sur la plus value et qui, toutes choses égales par ailleurs, réduit l'accumulation et la croissance quand elle augmente, la production d'armement chez Mandel, en permettant de mobiliser les capitaux excédentaires favorise l'accumulation du capital et la production de plus value.

Or le phénomène de l'apparition d'un capital excédentaire par rapport aux possibilités de l'accumulation n'est pas, pour Marx, caractéristique d'une période de longue durée qui surgirait avec le capitalisme mûr mais de moments relativement brefs dans la vie du capital, moments qui sont toutefois l'aboutissement de son cycle: la crise.

Penser une surproduction de capital, l'existence d'excédents de capitaux indépendamment de la crise et donc d'une chute brutale du taux de profit est une démarche sans doute originale mais qui, outre son caractère fantaisiste, n'a rien à voir avec le programme communiste. Il s'agit de la part de Mandel d'une concession aux théoriciens staliniens du capitalisme monopoliste d'Etat avec lesquels il entretient un flirt obscène mais qui n'est pas contre nature.

D'ailleurs Mandel a beau déclarer ces phénomènes indépendants de la baisse du taux de profit, les solutions qu'il avance à travers les dépenses étatiques d'armement montrent que le capital en jachère subitement mobilisé se met à rapporter de la plus value, le taux de profit s'en trouve relevé d'autant. Cette escroquerie intellectuelle accomplie, Mandel peut alors vanter les bienfaits pour le capital de l'économie d'armement et par voie de conséquence, mais il n'ose pas insister là-dessus ce qui pourtant serait en continuité avec son point de vue, des dépenses étatiques.

Ainsi le miracle keynésien, devenu un mirage pour tous les penseurs bourgeois avec le retour périodique de grandes crises internationales affectant la production capitaliste, a fini par trouver grâce aux yeux de Mandel. Tandis que pour la théorie révolutionnaire surproduction du capital, mise en jachère du capital sont des concepts corollaires de la crise et donc des phénomènes qui reviennent périodiquement il restent pour Mandel des phénomènes permanents. Tandis que pour le programme communiste cette surproduction est violemment résorbée par une dévalorisation brutale du capital qui permet de ramener le niveau du profit et de la productivité du travail

À un degré tel que le capital peut reprendre, s'il n'a pas été renversé à cette occasion, son cours catastrophique, pour Mandel le capital excédentaire prend douillettement pension au sein de l'Etat qui, bon garçon, le mobilise dans des activités aussi productives que la production d'armement.

Alors que pour le communisme il n'y a pas d'autre issue du point de vue du capital que la crise et pour finir la guerre, Ernest Mandel en bon réformiste vient de trouver la roue de secours du carrosse capitaliste, l'Etat. Si l'on veut bien écarter les acrobaties théoriques qui se terminent régulièrement par une mutilation du programme communiste on peut constater que la démonstration mandélienne du rôle spécifique des armements dans la période récente du M.P.C. n'a pas avancé d'un epsilon.

L'un des maux qui guettent l'homme vieillissant, est une brusque absence momentanée d'irrigation du cerveau, il s'ensuit une rupture dans le raisonnement intellectuel; le "marxisme" d'Ernest Mandel s'il n'a jamais vraiment échappé au délire témoigne d'une nette accélération de ce processus.

Dans les schémas qu'il nous propose pour essayer de justifier certains de ses raisonnements, Mandel fait supporter à chaque fraction de la classe capitaliste, c'est à dire aux capitalistes des départements I, II et III, un impôt d'un taux égal, qui s'applique à la plus value produite par chaque secteur. Chaque secteur supporte donc des dépenses proportionnelles à la plus value produite. Puis Mandel ajoute la plus value nette du secteur de l'armement à la plus value nette (c'est à dire la plus value restant après déduction des impôts) du secteur des moyens de production. Ce rapprochement de la plus haute fantaisie est alors l'occasion d'une véritable révolution théorique, mais le saut est tellement périlleux que la théorie s'en trouve mise sens dessus-dessous. En effet, une fois l'agrégation faite, Mandel constate que la plus value nette des deux secteurs est - dans son schéma - sensiblement égale à la plus value brute (donc y compris l'impôt) du seul secteur des moyens de production.

De ce cas particulier et de cette agrégation fortuite qui font que la plus value nette du secteur III + la plus value nette du secteur I est à peu près égale à la plus value brute du secteur I, Mandel déduit (?) que "l'armement permanent signifie une redistribution des profits dans l'intérêt des trusts de l'armement qui appartiennent presque tous au département I, et au détriment des trusts du département II. Si nous supposons que les trusts qui s'occupent de l'armement se réduisent tous à ceux du département I, la plus value nette qu'ils réalisent dans le premier cycle (48410 unités de valeur) est pratiquement égale à la plus value brute du département I. Celle qu'ils réalisent dans le second cycle (50100 unités de valeur) est supérieure à la plus value brute du département I, tant dans le premier que dans le second cycle. A partir du second cycle les coûts capitalistes de l'armement furent donc exclusivement couverts par les capitalistes du département II, (...)"

(Mandel le troisième Age du capitalisme p 182-183 T2).

Nous nageons ici dans l'idéalisme le plus débridé, la folie de Mandel devenant proportionnelle aux dépenses d'armements. Manifestement son sujet lui est monté à la tête provoquant dans le cerveau de véritables explosions. Le discours passablement réformiste quitte ici complètement les rails qu'il s'était lui même donné. Car d'une part que viennent faire dans le département I les entreprises que l'on s'est évertué à ranger avec les arguments que l'on sait dans le département III ? Quelle justification peut il y avoir à un tel amalgame ? D'autre part le rapprochement fortuit de deux éléments dont on dit par ailleurs qu'ils n'avaient rien à voir l'un avec l'autre constitue-t-il un raisonnement valable ?

Le raisonnement de Mandel est à peu près de l'acabit de celui ci : supposons que l'Etat installe des pissotières le long des trottoirs; ces pissotières seront payées aux entreprises de ce secteur par le biais des impôts que paient toutes les catégories de capitalistes. Regroupons la plus value nette du secteur II avec la plus value nette du secteur des pissotières et constatons que cette somme est sensiblement égale à la seule plus value totale du secteur II (plus value brute). La conclusion qui s'impose de ce bel exercice arithmétique est que la production de pissotières repose exclusivement sur le secteur I et que les pissotières représentent une formidable machine de guerre entre les mains des trusts du secteur II envers ceux du secteur I.

Mandel révèle alors ce qu'il est : un illusionniste dont les théories ne sont plus que des tours de bonneteau qu'il a de plus en plus de mal à manipuler sans qu'on crie à la supercherie.